

Pandore et Gribouille au Kosovo

(Marc Vidal – mars 2008)

Nous étions peu nombreux à manifester contre les bombardements de l'Otan sur la Serbie en ce mois d'avril 1999. Anesthésiés par la propagande d'Etat, les Français ne savaient plus que penser. Où en est-on maintenant, presque dix ans plus tard ? La France a reconnu le mois dernier la déclaration d'indépendance du Kosovo. Il est temps de faire le point sur cette guerre.

Disons le tout de suite : l'indépendance du Kosovo apparaît incompréhensible.

Une indépendance critiquable

Aucun argument historique ne milite sérieusement dans le sens d'un Kosovo indépendant.

- Contrairement à notre guerre d'Algérie, la situation au Kosovo n'est pas le fait d'un peuple serbe expansionniste qui aurait annexé un territoire proche. Les Serbes vivent depuis le XII^{ème} siècle au Kosovo. La proportion de la population serbe y a décliné de façon régulière pour passer de 50% au XIX^{ème} siècle à 25% dans les années 80 puis pour s'effondrer à 10% dans les années 80. Cette diminution relative de leur présence n'est pas une raison pour que les Serbes ne puissent plus y mettre le pied au Kosovo sans demander un visa.
- On ne peut pas non plus trouver de raison dans une présence antérieure des Albanais sur les territoires du Kosovo et de la Metohia. Il est attesté que les Serbes ont construit toute leur nation dès le XI^{ème} siècle sur cet espace géographique (les nombreux monastères orthodoxes en sont la preuve). Une présence albanaise plus ancienne n'est pas attestée sauf à les affilier aux lointains Illyriens qui ont habité les Balkans deux mille ans auparavant.
- On ne peut pas non plus dire que le Kosovo a été victime de l'égoïsme serbe et laissé de côté dans l'effort économique. Dans l'histoire de la Yougoslavie, le Kosovo a toujours bénéficié d'un soutien important du pouvoir central communiste : il captait jusqu'à 50% de l'aide fédérale pour le développement.
- On a présenté l'histoire des Kosovars comme un peuple opprimé par les Yougoslaves, plus ou moins confondus avec les Serbes. Rien n'est plus inexact. Les droits dont bénéficiaient les Kosovars depuis les années soixante étaient incomparablement plus élevés que ceux des Bretons, ou des Corses en France: ils pouvaient mener toutes leurs activités en langue albanaise. Ils disposaient de journaux, d'écoles puis d'université. Bien que le pays soit communiste, leur liberté de religion (musulmane) était totale.
- Le passé albanaise n'est pas non plus celui d'une victime. Pendant toute la durée de l'empire Ottoman, ce sont les Albanais musulmans qui ont dominé le territoire. Proches des Allemands pendant la seconde guerre, ils ont accepté la proposition titiste de former une communauté autonome qui leur donnait entre autre le pouvoir de veto dans les décisions fédérales. Les communistes qui géraient alors le Kosovo étaient autant d'origine albanaise que serbe. Leur pouvoir était très étendu, surtout après le départ de Rankovic en 60.

Pour l'histoire, il n'y a pas des Kosovars albanais victimes et des Serbes oppresseurs. Elle décrit deux peuples qui se méprisent et qui vivent sur le même espace. Le taux de natalité des Kosovars albanais, les difficultés de vie sur ce territoire pauvre, peut-être l'immigration de l'Albanie voisine, peut-être le rejet larvé des Serbes de la part des Albanais ont rendu les serbes minoritaires.

S'il n'y a pas de raison historique, peut-on trouver une autre raison qui justifie l'indépendance du Kosovo?

- Il n'y a certainement pas de raison juridique. La résolution 1244 (10 juin 1999) du Conseil de Sécurité qui a mis fin aux bombardements de la Serbie commence par « réaffirmer l'attachement de tous les États Membres à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie ».
- L'indépendance du Kosovo est encore plus stupéfiante du point de vue des valeurs politiques. C'est la première fois depuis 45 que le critère de pureté ethnique est utilisé pour définir les frontières d'un Etat. En effet, la contre-épuración ethnique menée par les Kosovars albanais a vidé le Kosovo de la plus grande partie des non-Albanais qui y vivaient encore (très vraisemblablement autour de 100000, selon certaines sources davantage).
- Avec ce nouveau critère géopolitique, il est impensable qu'on refuse son indépendance à l'entité des Serbes de Krajina (qui fait partie de la Bosnie) mais pourquoi pas aussi des Albanais vivant en Macédoine? La boîte de Pandore est ouverte pour tous les sécessionnistes. Autrement dit, *la communauté internationale ne semble plus croire à la coexistence de peuples différents dans un même Etat.*
La situation est encore plus délicate à cause de la proximité de l'Albanie. L'autoroute Durrës-Morina, en cours de construction préfigure un grande Albanie qui a été présenté comme le but ultime par l'UCK (Armée de Libération du Kosovo).

Il existait d'autres solutions institutionnelles, à commencer par la cantonalisation envisagée à Rambouillet ou la partition pour laquelle les Serbes étaient d'accord.

Quels sont donc les enjeux obscurs du choix de l'indépendance ?

A ce titre, il est peut-être éclairant de voir comment on en est arrivé là.

Une guerre inacceptable

La détérioration des relations entre Serbes et Albanais a suivi de peu la mort de Tito. L'idéologie nationale de Tito a laissé la place à des revendications de nature culturelle, un peu partout en Yougoslavie. Dès 81, des manifestations massives d'Albanais ont demandé à la RFY (République Fédérale de Yougoslavie) un changement dans le statut du Kosovo.

Il s'agissait de passer d'une communauté autonome associée au statut de République fédérée. Le statut de « communauté autonome » (au Kosovo et en Voïvodine) donnaient déjà une liberté d'autogestion considérable, une des plus grande qui existait en Europe. Mais le statut de « République » avait pour les Albanais du Kosovo un avantage considérable : il autorisait la sécession.

A partir de ces manifestations, les deux communautés, serbe et albanaise, ont été en rapport de force constant. Il serait trop long de reprendre en détail cette histoire qui a vu une brusque accélération du conflit avec la naissance de l'UCK, la répression impitoyable serbe (on parle de 3000 assassinats dans les mois qui ont précédé les bombardement), la conquête du Kosovo par l'UCK (jusqu'à 40% du territoire), l'intervention de l'OSCE, les pourparlers de Rambouillet et finalement la guerre aérienne.

Il y a deux lectures divergentes de cette période.

Pour les uns, il s'agit de l'histoire d'un peuple opprimé. Il fallait agir le plus vite possible de façon à

éviter la multiplication des crimes dont les Serbes se sont montrés capables en Bosnie.

Pour les autres, des puissances étrangères (lisez : USA, RFA) ont systématiquement soutenu la naissance puis la guerre de l'UCK, notamment contre la politique de la LDK et de Rugova. Ces mêmes puissances ont saboté tout aussi systématiquement toute possibilité d'accord entre les deux peuples.

On peut au moins faire à *posteriori* quelques constats :

- la guerre a été justifiée par un matraquage médiatique comme on en a rarement vu. On pourra se reporter au livre de Serge Halimi et Dominique Vidal pour un panorama des mensonges d'Etat.
- La procédure retenue, c'est à dire les bombardements aériens, a eu pour effet l'exacerbation du conflit au Kosovo. La majorité des crimes de guerre se sont produits après le début des bombardements (voir les chiffres dans « Kosovo, établir les faits », livre pourtant favorable à l'intervention).
- Les alliés ont commis l'impensable en débordant le lieu du conflit et en bombardant le reste de la Serbie pendant trois mois d'affilée. D'ailleurs, une fois de plus ce sont les civils qui payent le prix le plus élevé dans le conflit.
- L'efficacité des bombardements est douteuse : l'accord de fin de guerre signé par les Serbes est à peu près le même que celui qu'ils avaient déjà accepté à Rambouillet.

Il était impossible de soutenir une guerre lâche et contre-productive du point de vue humanitaire. Était-ce une guerre efficace ? Il faut répondre « oui » si le but était un Kosovo mono-ethnique et indépendant. A *posteriori*, il semble bien que c'était le but recherché.

Et maintenant ?

Il est illusoire de croire que l'affaire du Kosovo est réglée. L'indépendance n'est qu'une étape dans un conflit mal analysé et mal géré dès le départ.

Dans le jeu auquel jouent les grandes puissances, il n'y a pas eu de bons Albanais et de méchants Serbes. Il n'y a eu que des pions. La victime principale est l'Europe multi-ethnique. Le vainqueur principal est le nationalisme et le militarisme qu'on croyait d'un autre siècle.

Que va-t-il se passer maintenant ? Les Serbes du Nord du Kosovo vont faire leur indépendance dans l'indépendance kosovare. Et sans doute, un jour, sans que personne n'ait rien dit, il y aura une partition de fait du Kosovo. Le prix pour la paix.

Livres cités :

Serge Halimi, Dominique Vidal, *L'opinion ça se travaille*, Edition Agone, 2000

Joël Hubrecht, *Kosovo 1981 1989 1999 2001, Etablir les faits*. Editions Esprit, 2001